

**Zeitschrift:** Schweizer Hotel-Revue = Revue suisse des hotels  
**Herausgeber:** Schweizer Hotelier-Verein  
**Band:** 15 (1906)  
**Heft:** 49

**Anhang:** Beilage zu No. 49 der Schweizer Hotel-Revue = Supplément au no. 49 de la Revue Suisse des Hôtels

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 26.01.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

## Schweizer Hotel-Revue.

## Revue Suisse des Hôtels.

## Procès-verbal

## des débats du Comité

le 28 novembre 1906, à 2 heures après-midi,  
à l'Hôtel Schweizerhof, à Zurich.

## Sont présents:

MM. F. Morlock, président,  
J. Boller, vice-président,  
E. Moedlin, suppléant,  
O. Amsler, secrétaire.

## Excusé:

M. F. Wegenstein, pour cause de maladie.

## Débats.

1. Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

2. Bureau central pour la réclamation d'hôtel. Après avoir fait ressortir les avantages et les désavantages d'une institution de ce genre, on vote l'entrée en matière sur ce sujet. Cependant toutes les mesures transitoires proposées par l'auteur de la motion ont été rejetées jusqu'à ce que le Conseil de surveillance et éventuellement l'Assemblée générale aient pris une décision sur cette question. Le Comité charge le secrétaire d'élaborer un projet avec l'auteur de la motion. Ce projet qui contiendra tous les points qu'il faut prendre en considération pour fonder un bureau de ce genre, et pour mener l'entreprise à bien, sera discuté par le Comité et le Conseil de surveillance, en vue de la prochaine assemblée générale.

3. Assurance contre le chômage. L'agence générale de l'«Urbaine» n'ayant pas encore pu faire de propositions pour la convention qu'elle veut passer avec notre Société, le Comité lui fait savoir, afin de faciliter les transactions, les conditions sous lesquelles il serait prêt à s'occuper de la question.

4. Guide suisse des automobilistes. L'éditeur de la «Revue suisse des automobilistes» veut publier un guide sous l'égide du «Club suisse des automobilistes» et recueille à cet effet des annonces. Comme l'éditeur exige une contribution de 20 fr. pour la mention des hôtels dans le texte, c'est-à-dire dans la liste des courses à faire, le Comité trouve que c'est un peu exagéré de demander encore des annonces aux hôteliers, car cela ôte au Guide son caractère officiel que le Club des automobilistes lui donne en lui prêtant son nom. La rédaction de la «Revue des Hôtels» a déjà reçu des correspondances de sociétaires qui sont du même avis. Avant de les publier, nous voulons tâcher d'arriver à un arrangement avec le Club des automobilistes, peut-être par l'entremise de la Commission de propagande de notre Société.

5. Ligue pour la Beauté. La question s'il serait bon que la Société des hôteliers fasse partie de la Ligue pour la Beauté, est débattue et l'on décide de discuter la chose dans une séance ultérieure pour la présenter à l'assemblée générale.

6. Droits d'auteur. L'année passée, la Société avait demandé au Conseil fédéral à quoi en était les délibérations sur la nouvelle loi relative aux droits d'auteur. Il lui fut répondu que, sauf circonstances imprévues, la loi serait élaborée dans le courant de l'année. Le Comité décide de demander de nouveaux renseignements au Conseil fédéral sur l'état actuel de cette affaire.

7. Médailles pour le mérite. Le graveur demande de pouvoir remplacer une partie des poinçons, ceux-ci étant usés. Cette demande est accordée.

8. Livre de téléphone suisse. On lit la réponse de la Direction des télégraphes à notre demande relative à la publication d'un livre de téléphone suisse. Les explications de la Direction engagent le Comité à renoncer complètement à ce projet. Il paraît que, déjà à différentes reprises, des éditeurs ont publié des livres de ce genre, mais qui ont tous disparu après peu de temps, faute d'écoulement.

9. Communications. La Société internationale des hôteliers nous répond qu'elle a commencé à faire des démarches auprès de la maison Cook pour une augmentation des prix des coupons, avec l'idée de continuer les dites démarches auprès des autres agences de voyage. L'appel du Comité aux Sociétaires, au sujet des questionnaires pour nos travaux de statistique a fait rentrer un certain nombre de plus, cependant nous n'en avons pas encore autant que nous aurions voulu. Parmi ces questionnaires nous en avons reçu un portant une remarque malhonnête et blessante pour le Comité et prouvant que ce sociétaire est un homme grossier et de trop peu d'intelligence pour comprendre la valeur d'une pareille statistique.

Clôture de la séance à 5 1/4 heures.

Le président: F. Morlock.

Le secrétaire: O. Amsler.

## Bureau de Voyages Dr Seelig, Londres.

Au sujet de notre avertissement paru dans le dernier No., on nous écrit ce qui suit:

Monsieur le Rédacteur,

J'ai aussi quelques communications à vous faire concernant les «Dr. Seelig Tours». J'étais chargé de la gestion d'un établissement de 1<sup>er</sup> ordre dans une des principales villes d'Italie. Parmi différents bureaux de voyages, (car on est dans cette contrée, si possible, encore moins scrupuleux à cet égard que chez nous) je trouvais aussi cette raison de commerce qui était en rapports d'affaires avec nous. Pendant longtemps je n'en entendis plus parler; enfin nous reçûmes un avis que son «client» Mr. un tel nous honorerait de sa visite et que le montant de sa note suivrait en un chèque. En effet Mr. S. arriva, le chèque par contre restait arriéré. Nous nous vîmes donc forcés de faire part à ce Mr. de cet état des choses. Il ne parut pas fort étonné et porta de son côté à notre connaissance les expériences que lui aussi avait faites avec la maison du Dr. S. Ce qu'il nous raconta alors est tout bonnement incroyable. Les prix qu'il avait payés pour loger dans des maisons de 1<sup>er</sup> ordre étaient presque de moitié plus élevés que ceux dont nous étions convenus. Il nous dit d'ailleurs que notre maison était la première qu'il habitait depuis le commencement de son voyage qui eut droit au titre de maison de 1<sup>er</sup> ordre. Déçu et irrité au plus haut point d'être obligé de constater que malgré les «high rates» qu'il avait payés, on le logeait dans des «low class houses» et qu'il n'obtenait jamais une chambre comme c'était convenu, il écrivit à la maison une lettre amère et menaçante. Qu'est-ce qu'il en résulta? Il reçut une réponse remplie d'excuses très polies le priant de se rendre dans la ville prochaine à l'hôtel Y au lieu d'aller loger à l'hôtel X comme l'itinéraire l'avait prévu. Je me vis dans la nécessité de lui donner de mon côté tous les éclaircissements nécessaires, en nous félicitant de part et d'autre. Naturellement je ne pouvais ni ne voulais faire de difficultés au voyageur; les relations avaient été établies entre nous et le Dr. S. et je supposais cette maison nonobstant encore solvable. Depuis lors nous ne reçûmes ni chèque, ni réponse à nos différentes réclamations. A cette occasion j'ai appris à connaître une nouvelle manière de traiter les affaires par ce soi-disant «amis des hôtels». Ils cherchent à se mettre en relations avec une des premières maisons d'une ville qu'ils désignent comme leur «hôtel de réclamation». Il est clair qu'ils sont obligés de correspondre aussi avec des maisons moins bien achalandées afin de pouvoir satisfaire leur clientèle moins aisée.

L'hôtel de réclamation sert essentiellement à sauver les apparences. Cet hôtel n'est fréquenté que par des clients de propagande, c'est-à-dire par des gens qui peuvent servir de leurre pour d'autres. Tous les autres et surtout ceux qui n'y voient pas clair doivent se contenter d'une des autres maisons. Plus ils paient, plus on est prévenant pour eux et plus on se plaint des hôteliers en général et de la gérance de leurs établissements en particulier quand des réclamations supplémentaires sont faites. Il serait bon si de temps en temps l'hôtelier pouvait se rendre compte des prix que les clients de pareilles entreprises ont payés; il dévoilerait ainsi bien des machinations de ce genre.

L'hôte qui n'est pas satisfait du voyage ne se doute pas que sous le titre pompeux de Dr. ou d'un autre se cache un «charlatan» et d'ordinaire il est vite disposé d'en rendre responsables les hôteliers rapaces.

D'autre part on nous écrit: nous aussi avons été pris au piège par les «Tours» du Dr. Seelig. Il nous avait déjà envoyé à diverses reprises des personnes contre paiement fait par avance et avait toujours fait honneur à ses chèques. Avec le dernier nous fîmes cependant la même expérience que le correspondant du No. 47. La County Bank de Londres l'a retourné avec la remarque: «Refer to the drawer», en français: «Va pas d'argent en dépôt chez nous!»

Ces exemples sont très explicites!

## Die „Bären-Gründung“ in Basel.

Der „Basler Zeitung“ wird folgendes geschrieben:

„Wie man in gewissen Bankkreisen Aktiengesellschaften gründet und dann die Dummen, die sich mit den blauen Druckwischen hineinleimen lassen, ausplündert, das zeigt die von der schweizerischen Finanzierungs- und Immobilien-Gesellschaft zusammengegründete und im letzten Frühjahr verkrachte Aktiengesellschaft des Hotel „Bären“ in Basel.“

Am 17. Juni 1903 kaufte Hotelier Burchler um Fr. 1,075,000 das neue Hotel zum Bären in Basel. Das Haus hatte schon in seinen Entstehungstagen seinen Bauleuten schweres Un-

glück gebracht; es war bekanntlich während dem Bau zusammengestürzt und hatte eine Anzahl Arbeiter getötet. Auch dem neuen Besitzer brachte der Kauf bei dem viel zu teuren Preis Unglück. Er sah bald, dass er sich überlupft hatte, und schon im zweiten Jahre suchte er nach einem Käufer. Schliesslich verfiel er auf die Idee der Gründung einer Aktiengesellschaft. Er unterhandelte mit der Zürcher Firma Gyr, Krauer & Cie., und als sich diese später zurückzog, weil ihr die Grundlagen ungenügend erschienen, trat die Finanzierungs- und Immobilien-Gesellschaft mit ihrem Direktor Löliger auf den Plan. Erst ward ein sogenanntes Initiativkomitee gegründet, immer mit Löliger an der Spitze. Was, nebenbei gesagt, so eine „Gesellschafts-Gründung“ für die „Initianten“ abwirft, ergibt sich aus der Zusage, welche Burchler dem Gründungskomitee vor Beginn der Aktion machen musste: nämlich Fr. 50,000 an zwei speziell bezeichnete Mitglieder und Fr. 15,000 dem Komitee als solchem.

In einer ersten Sitzung ward bereits erklärt, die Finanzierung der Gesellschaft marschiere ohne Schwierigkeiten, diverse Lieferanten und Brauereien würden sich mit grossen Posten beteiligen. Im April 1905 ward ein Prospekt mit Einladung zur Aktienzeichnung herausgegeben, der auf vollständig falschen Angaben aufgebaut war. Eine Anzahl Lieferanten und Bekannte Burchlers gingen auf den Leim; aber im Uebrigen ergab sich für Löliger bald die Unmöglichkeit, die Finanzierung durchzuführen. Da griff er zu einem bekannten Gründertrik. Er schrieb an Burchler am 13. Juli 1905, dass die Sache nicht gehe und er daher vorschläge, einfach zu gründen und zu konstituieren. Später seien dann die Papiere nach und nach an Lieferanten usw. schon unterzubringen. Der Form halber übernehme ein sogenanntes Syndikat die nicht gezeichneten Aktien.

Am 5. August 1905 konstituierte sich denn auch wirklich die Aktiengesellschaft zum „Bären“ mit Burchler als Verwaltungsratspräsidenten. Die ganze Aktienzeichnung war fingiert und auch der bei der konstituierenden Versammlung vorgewiesene Einzahlungsanweis der 20 Prozent. Die konstituierende Versammlung genehmigte einen vorher zwischen Burchler und Isaak in Genf Namens des Gründungskomitees abgeschlossenen Kaufvertrag über das Hotel zum „Bären“ mit einem Kaufpreis von anderthalb Millionen Franken.

Allein eine Anzahl Hypothekargläubiger erhob nachher Einrede gegen einen Uebergang der Pfandobjekte an die Schwindelgesellschaft, und da diese in ihrer Kasse auch nie das Geld zur notariellen Fertigung und Bezahlung der Handänderungsgebühr hatte, so kam die Aktiengesellschaft überhaupt gar nie in den wirklichen Besitz des „Bären“. Trotz alledem wurde durch falsche Bescheinigungen die Eintragung der Aktiengesellschaft ins Handelsregister und die Publikation erreicht. Auf die erfolgte Täuschung gründet sich nun die Strafklage auf „Bewirkung falscher Beurkundung in gewinnsüchtiger Absicht“.

Nach der Gründung der Gesellschaft wurden für etwa Fr. 30–35,000 Aktien vollwertig an Mann gebracht; die Abnehmer sind nun um ihr Geld geprellt. Auch zwei von Löliger aus München geholte Hotel- und Restaurant-Direktoren wurden die Opfer der Raubvögel. Löliger hatte festgesetzt, dass der Betrieb des Restaurants und der Hotelbetrieb gesondert je von einem 4000-fränkigen „Direktor“ geführt werde. Er wollte zwei statt nur einen rufen. Im Pfllichtenth der Direktoren war festgesetzt, dass sie tüchtige Aktien abnehmen mussten. Im Juli 1905 wurden in Münchener Blättern Direktoren gesucht. Als Direktor des Restaurants wurde ein Herr Weber aus München gewonnen. Er verpflichtete sich vertraglich auf Grundlage des Prospektes, für Fr. 10,000 Aktien zu übernehmen. Am 1. Oktober trat er die Stelle an und zahlte sofort Fr. 4500 an die Aktien ein. Bald merkte er aber den Schwindel, und schon nach drei Wochen quittierte er die Stelle. Um das eingezahlte Geld war er geprellt.

Ebenso erging es dem Direktor des Hotelbetriebes, Herrn Kaupp aus Bayern. Er wurde tüchtig auf Grundlage der im Prospekt aufgestellten Berechnungen eingeseift und bei Vertragsabschluss zur Übernahme von Aktien im Betrage von 25,000 Fr. verpflichtet. Kaupp zahlte in Zürich das Geld an Löliger aus. Ihm war gesagt worden, das Hotel sei Eigentum der Aktiengesellschaft und stehe ihr kanzleisch zu. Das Geschäft ward in glanzvoller Weise geschildert, und erst als es zu spät war, sah Kaupp, dass er Raubvögeln in die Krallen gefallen war. Daher die Betrugsklage vor dem Basler Strafgericht.

Sämtliche Gelder während der kurzen Herrlichkeit der Aktiengesellschaft sackte Löliger in Zürich namens der Finanzierungs- und Immobilien-Gesellschaft als Inkassovollmachtsträgerin ein, und er verwendete einen Teil des Geldes für andere Zwecke, bis endlich Ende Januar 1906 den Verwaltungsräten die Augen aufgingen. Es war schon zu spät. Am 3. März dieses Jahres erfolgte der Zusammenbruch des Kartenhauses. Das Ende der Tragikomödie wird sich nun vor dem Strafgericht in Basel abwickeln.

## Fremdenverkehr

## und Verkehrsverhältnisse in Japan.

Den „Basler Nachrichten“ wird aus Tokio folgendes geschrieben: Wenn man den Fremdenverkehr dieses Jahres in Japan mit dem des vorigen und des Jahres 1904 vergleicht, so kann man schon heute sagen, dass sich die Erwartungen der Japaner voll und ganz erfüllt haben. Das Interesse für den siegreichen neuen Grossstaat hat besonders viele Amerikaner und das für den neuen Verbündeten viele Engländer nach dem früher als Wunderland in allen Reisebüchern gerühmten Japan geführt. Und Japan hat von jeher den Fremdenverkehr gut gebrauchen können und kann es heute noch mehr. Es ist nicht nur gut, wenn endlich die wahren Verhältnisse und Zustände des Landes, politische und volkswirtschaftliche, geschichtliche und religiöse, mit mehr Ernst als bisher studiert werden, über welche noch immer die wunderlichsten Vorstellungen bei den fremden Gästen herrschen, bis sie dieselben besser aus eigener Anschauung kennen lernen.

Der Fremdenverkehr hat auch einen direkten praktischen Wert für Japan; denn er bringt Gold ins Land, jährlich 30–40 Millionen Yen, die dem Ausgleich des Export- und des noch immer viel grösseren Importhandels zu gute kommen. Die Wichtigkeit dieser Sache ist auch von allen weiterbildenden Politikern und Finanzmännern bald genug nach dem Kriege erkannt worden, und man ist nicht müde geworden, darauf immer wieder in der Presse des Landes hinzuweisen. Jeder, der lange in Japan gelebt hat, weiss nun aber sehr wohl, wie sehr es noch an allen Enden und Ecken hapert und wieviel noch fehlt, dass die Fremden sich wirklich wohl im Lande fühlen können. Als die Sache erst einmal wirklich zur Sprache in der Presse gekommen war, verging kaum ein Tag, an welchem nicht dieser oder jener der Gäste aus allen Ländern der Welt das Sprachrohr der Zeitungen benutzte, um auf Mängel und Schäden hinzuweisen, die dem Verkehr im Lande schädlich sind.

Fangen wir bei der Bevölkerung an, so hört man noch immer wieder Klagen darüber, dass der Fremde vielfach auf Unfreundlichkeit, wenn nicht gar offenen oder versteckten Hass von Seiten des Volkes stösst. Man kann sich auch heute noch kaum in den Strassen Tokios, viel weniger im Innenlande bewegen, ohne dass man eine ganze Schar neugieriger Zuschauer und Begleiter hinter und um sich hat, die den Fremden mit unverwandten Blicken anstaren und ihn so hart umringen, dass er sich kaum bewegen kann. Und auch das alte Lied der Kinder, das den Fremden direkt verschimpft, das „igin papu“, „nekkō papa“ (Fremden-Dreck — Katzen-Dreck) hört man noch oft genug auf der Strasse hinter sich herklängen, ohne dass Eltern oder Erwachsene es den Kindern verbieten. Dazu kommt ein über das ganze Land verbreitetes Ausbeutungssystem, nach welchem dem Fremden für all und jedes Ding die übertriebensten Preise abgefordert und abgenommen werden. Wie viel ist darüber schon geklagt und geschrieben worden, und doch will es nicht anders werden. Es gibt wirklich nur ganz wenige grosse Geschäfte in den Hauptstädten Japans, in denen der Fremde sicher ist, reell behandelt zu werden. Und das bezieht sich nicht nur etwa auf den Einkauf von Kuriositäten und künstlerischen Erzeugnissen des Landes, was ja weniger in Betracht käme, sondern auf die gewöhnlichsten Bedürfnisse des täglichen Lebens.

Nun zählt der Fremde ja allerdings noch gern und willig hohe Preise, besonders der Amerikaner, für den Japan trotz seiner grossen Teuerkeit noch immer ein billiges Land ist, wenn er dafür seine Bequemlichkeit hat und in guten Hotels wohl aufgehoben ist. Aber gerade daran mangelt es am allermeisten, wenn man von den grossen Hafenplätzen abieht, und wenn man die gewöhnliche Heerstrasse auch nur für kurze Strecken verlässt. Hier wollen denn die weiterbildenden japanischen Geschäftsleute auch zunächst einsetzen und haben besonders in Tokio grosse Pläne mit der Schaffung neuer Wohn- und Unterkunftsgelegenheiten vor. Im nächsten Jahre soll in Tokio eine grössere nationale Ausstellung stattfinden, und da man zu dieser wie zu der bald darauf folgenden nächsten grossen internationalen Ausstellung gewaltigen Zuzug von Fremden erwartet, so will man schon heute an die Ausführung jener Pläne gehen. In Tokio gab es bisher zwei grössere Hotels, von denen das eine, Teikoku-Hotel (Kaiserliches Hotel), einer Aktiengesellschaft gehört, an der die kaiserliche Kasse und die grössten Finanzmänner des Landes beteiligt sind. Beide Hotels sind jetzt vergrössert und werden durch Anbauten bedeutend vergrössert. Sie unterstehen der Leitung eines deutschen Direktors, nachdem man früher mit einem japanischen Leiter wenig gute Erfolge erzielt hatte. Das ist es ja eben, Japaner sind nicht fähig, ein grösseres Hotel den Ansprüchen der Fremden entsprechend zu verwalten.

Es gibt im ganzen Lande genug sogenannte Theehäuser, in denen auch der Fremde Unterkunft finden kann, wenn er alle Ansprüche auf

europäischen Komfort und vor allem auf europäische Küche aufzugeben bereit ist. Viele Fremde sind ja auch zunächst dafür begeistert, einmal echt japanisches Leben in dieser Weise aus eigener Anschauung kennen zu lernen. Sie gehen aber meist den Versuch nach einigen üblen Erfahrungen wieder auf und sind froh, wenn sie in die altgewohnten Verhältnisse zurückkehren können. Japans Natur ist wunderbar schön und sie ist es wert, auch unter einigen Opfern kennen gelernt zu werden. Aber die Opfer sind doch meist zu gross für den gewöhnlichen Reisenden, und so hält man sich an die immer wieder betretenen Wege und Plätze, wo man wenigstens sicher ist, einigermaßen erträgliche Unterkunft zu finden. Hier ist noch gar viel zu tun allenthalben im Lande, wenn man wirklich mit Ernst daran gehen will. Japan noch viel mehr zum Anziehungspunkt für die fremden Weltreisenden zu machen und daraus eine gute Einnahmequelle für Land und Volk zu gewinnen. Selbst Japaner geben zu, dass in dem letzten Jahre gar mancher unbefriedigt das Land wieder verlassen hat, nach dem er mit den grössten Erwartungen gekommen war.

Eine weitere Klage der Fremden betrifft die Uebervorteilung durch die Führer, die wegen der Sprache kaum zu entbehren sind, wenn man das Land wirklich sehen und kennen lernen will. Hier sucht nun vor allem die "Welcome Society" Abhilfe zu schaffen, auch eine Gründung obiger interessierter Geld- und Geschäftsmänner. Ihre Führer stehen unter genauer Kontrolle, und alle Beschwerden werden auf das genaueste berücksichtigt. Dennoch hören die Klagen über die Führer nicht auf, und es lässt sich auch nicht so leicht kontrollieren, in wie weit dieselben in Verbindung und in Kommission der Geschäfte und Hotels stehen, in welche sie die Fremden führen.

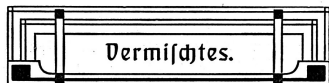
Es gibt zwar für Japan ein vorzügliches Reise-Handbuch in englischer Sprache, von Murray herausgegeben und von einem der besten Kenner des Landes, der Sprache und des Volkes, Prof. Chamberlain, dem Bruder des Verfassers der "Grundlagen des 20. Jahrhunderts", bearbeitet. Dieses Handbuch bietet aber eine solche Fülle von Stoff, dass es für den gewöhnlichen Gebrauch der Reisenden viel zu umfangreich ist. Von deutscher Seite ist jetzt ein neues Reisehandbuch für den ganzen Osten in Bearbeitung, in dem auch Japan seinen Platz finden soll. Es steht zu hoffen, dass dieser neue Bäderer wirklich den Bedürfnissen — Genauigkeit und Kürze — entsprechen und ein rechtes Gebrauchsbuch für den Osten werden wird. Von einem Führer auf Schritt und Tritt abhängig zu sein, ist schon immer nicht jedermanns Sache auf Reisen in fremden Ländern, wie viel weniger aber in Japan, wo man immer damit rechnen muss, von allen Geschäftsleuten und Hotelbesitzern in Verbindung mit den Führern gründlich übervorteilt zu werden.

Zur Hebung des Fremdenverkehrs sind weiter vor allem gute Verkehrsbedingungen unerlässlich. Und auch hier muss in Japan noch viel geschehen. Gewiss gibt es Strassen im ganzen Lande, und man kann auch in entlegene Orte ohne grössere Schwierigkeiten kommen, wenn man auf Verkehrsmittel irgendwelcher Art verzichtet und sich auf seine Füsse verlassen kann. Gute Strassen, die für Wagen, auch nur für die Jinniksha, die für Mannkraftwagen, einigermaßen fahrbar sind, gibt es in Japan sehr wenige. Der Wagen war eben in Japan in aller Zeit nicht im Gebrauch, sondern nur die Sänfte oder der Tragkorb. Man muss aber Japaner und an japanische Sitzweise mit nach hinten untergeschlagenen Beinen gewöhnt sein, wenn man dieses Beförderungsmittel überhaupt auch nur für kurze Strecken benutzen will. Freilich kann man reiten, und man wird auch ziemlich sicher allenthalben Pferde finden, auf deren Rücken man klettern kann. Aber gerade das Pferdmaterial in Japan ist schlecht, wie ja der letzte Krieg zur Genüge gelehrt hat, und eine Freude ist es wirklich nicht, auf unbehaglichem europäischen oder viel öfter japanischen Sattel Schritt für Schritt hinter dem Führer herzutrotten, der das Tier zur Sicherheit an der Leine führt, damit es ja keine unvermuteten Sprünge nach vorwärts macht.

Das gewöhnliche Beförderungsmittel in Japan ist nun aber die Jinniksha, deren Erfindung die Japaner für sich in Anspruch nehmen, und

es gibt genug Fremde, die auf diesem Vehikel Tage und Wochen lang das ganze Land durchreist haben. Man muss sich freilich erst mit dem Gedanken vertraut machen, einen Menschen wie ein Zugtier vor seinen Wagen gespannt zu sehen. Und auch dann wird einen Fremden kaum je der Gedanke loslassen, dass diese Arbeit eines Menschen unwürdig ist, und dass es für Japan wirklich hohe Zeit wird, dass dieses Beförderungsmittel ganz aus dem Lande verschwindet. All diese Tausende von Männern, die ihre beste Kraft und ihre besten Jahre in solch unwürdiger Arbeit verbringen, kann Japan in seiner immer mehr aufblühenden Industrie und in der Urbarmachung und Bebauung weiter unbenutzter Länderstrecken besser und nötiger gebrauchen. Besserung des Pferdmaterials und Bau guter Strassen sind allerdings dazu die Vorbedingung, aber an beiden soll nun mit allem Ernst gearbeitet werden, und dann wird auch die letzte Stunde der Jinniksha in Japan geschlagen haben.

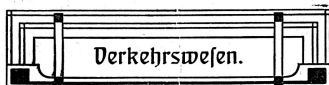
(Schluss folgt.)



**Der Muselman beim Essen.** Eine in Konstantinopel erscheinende türkische Zeitung behauptet, dass ein gutes Benehmen in allen Lebenslagen bei weitem früher bei den Muslimen als bei allen europäischen Völkern bekannt war. Zur Unterstützung dieser Behauptung zitiert das türkische Blatt ein altes türkisches Werk, das den "guten Ton in allen Lebenslagen" vorschreibt. Insbesondere scheint sich dieser "türkische Knigge" mit dem Verhalten bei den Mahlzeiten beschäftigt zu haben, denn die reproduzierten Regeln beziehen sich sämtlich auf die guten Sitten bei Tische. Die hauptsächlichsten sind folgende: "Man wasche sich die Hände und den Mund vor jeder Mahlzeit." "Beim Essen soll man nicht ein Bein über das andere schlagen, noch die Ellbogen auf den Tisch aufstützen, denn der Prophet hat ein anständiges Sitzen und eine anständige Haltung bei Tisch vorgeschrieben!" "Man soll essen, um Kenntnisse zu sammeln, und nicht der Sklave seiner Essbegierde sein." "Man gebe sich eine besondere Mühe, eine gute Speise herzurichten." "Man soll sich nicht allein zu Tische setzen, wenn dies irgend zu vermeiden ist, der Prophet speiste niemals allein!" "Bei Beginn der Mahlzeit soll man den Namen Gottes anrufen, und bei Schluss der Mahlzeit soll man mit lauter Stimme Gott danken." "Man soll mit der rechten Hand essen und vor sowie nach jeder Mahlzeit etwas Salz schlucken." "Es gehört zum guten Ton, die kleinen Stücke zu wählen und diese, eines nach dem andern, in den Mund zu stecken." "Es ist nicht erlaubt, Bemerkungen über etwaige Mangelhaftigkeit der Speisen zu machen." "Beim Früchteessen soll man, ohne solche auszuwählen, auf gut Glück von der Schüssel nehmen." "Man soll niemals Brot mit dem Messer schneiden, sondern soll es mit der Hand brechen. Man stelle auch nie eine Schüssel auf ein Stück Brot und wische sich die Hände nicht am Brot ab. Fällt ein Stück Brot auf die Erde, so hebe man es sofort auf. Man wische sich die Hände an einer reinen Serviette ab." "Es ist verboten, über Speisen, die noch heiss sind, zu pusten: man warte bis sie erkaltet sind; und man esse eines nach dem andern: die Datteln, die Aprikosen und andere Früchte, die man aufzählen kann, und das, um sich der Einigkeit Gottes zu erinnern." "Es ist gut, sich bei Tische nicht zu sehr voll zu stopfen mit Nahrung, alle Krümchen aufzusammeln, sich die Hände und den Mund zu waschen, die Zähne mit dem Zahntoilette zu reinigen und schliesslich Gott zu danken."

**Der Lebenslauf des Geldes.** Von Hand zu Hand wandert das Goldstück, und jeder nimmt ihm etwas von seinem Goldwerte. Das sind freilich, wie ein Mitarbeiter des "Tag" ausführt, unwägbare Wertverminderungen, die erst, tausendfach summiert, bestimmbar werden. Aber noch länger behält das Goldstück, auch wenn es schon unter das gesetzliche Gewicht gesunken ist, seinen vollen Geldwert, gilt trotz seiner Gewichtseinbusse immer das, was es zu gelten angibt. Es passiert noch immer, bis endlich der Tag erscheint, da es unter das ge-

setzliche "Passiergewicht" fällt. Was es nun weniger wiegt, als dieses beträgt, das ist es weniger wert, und niemand ist verpflichtet, es in diesem Zustande als vollgewichtig zu nehmen. Kommt es auf seinem Umlaufe an die Schalter der Bank, die es ausgegeben hat, und wird dort gewogen und zu leicht befunden, dann wird seinem Lebenslauf ein Ende gemacht: es wird eingezogen und eingeschmolzen. Was ein Goldstück auf seiner Lebenswanderung vom gesetzlichen Auswägewichte bis zum gesetzlichen Passiergewicht einbüsst, ist ein Verlust, den die Bank trägt, die das Goldstück in Zirkulation setzte; darüber hinaus wird sie dem Ueberbringer den Wert des Gewichtsmankos in Abzug bringen. Ein wesentlich kürzerer Lebenslauf als dem Metallgeld ist dem Papiergeld beschieden, ganz abgesehen von den Fällen, in denen Banknoten ein vorzeitiges unnatürliches Ende finden; es ist immerhin ein hübsches Stümmechen, das die Notenemissionsbanken alljährlich durch verbrannte, ertrunkene und zerrissene Noten ins Verdien bringen. Gehen nur Teile einer Note zu Grunde, so werden die Stückreste von der Bank gegen einen Abzug, der nach der Grösse des fehlenden Stückes bemessen wird, eingelöst. Die Banken haben darauf zu achten, dass ihre Noten sauber einhergehen, wobei freilich, wie bei der Toilette armer und reicher Menschen, Unterschiede gemacht werden: eine grosse Note wird schon bei geringer Beschädigung ihres Aeusseren eingezogen, wenn sie an die Schalter der Bank gelangt, während Noten kleinerer Abschnitte erst in wesentlich verwahrlosterem Zustande festgehalten werden. Interessante Aufschlüsse über die Frage, was der Geldumlauf kostet, gibt eine überaus fleissige und lehrreiche Arbeit des österreichischen Rechnungsrates Rudolf Karl, die in den Mitteilungen des österreichischen Finanzministeriums erschienen ist. In Deutschland sind von 1872 bis Ende 1904 Goldmünzen im Werte von 4090,7 Millionen Mark ausgeprägt worden, durchschnittlich 202,36 Mill. Mk. jährlich, die Einziehungen betrugen in derselben Zeit 42,24 Mill. Mk., durchschnittlich jährlich 1,28 Mill. Mk., wenn man die Einziehung von 24,25 Mill. Mk. ausser Kurs gesetzter Fünfmarkstücke nicht berücksichtigt. Die jährliche Einziehung betrug 0,4013 Proz. der gesamten Ausprägung von Zwanzigmarkstücken und 4,1882 Proz. der gesamten Ausprägung von Zehnmarkstücken. Die Gewichtseinbusse bei allen von 1878 bis 1904 zur Einschmelzung gekommenen Reichsgoldmünzen betrug 17,2 kg, was einem Wertverlust von 431,992 Mk. entspricht. Die fortschreitende Abnutzung der Münzen und die Steigerung des Goldumlaufs haben zur Folge, dass die Zahl der eingezogenen Stücke im Jahresdurchschnitt unter 200,000 Mk., 1897 überstieg er bereits eine Million Mark jährlich, 1904 betrug er 9<sup>1</sup>/<sub>2</sub> Mill. Mk. Interessant ist die Beobachtung, dass die Abnutzung der neuen Goldstücke zunächst rascher vor sich geht und sodann vermutlich wegen des Abschleifens der hervorragenden Teile der Münzen langsamer verläuft. Für ein Jahr des Umlaufs ergab sich ein durchschnittlicher Gewichtsabgang von 0,002626 Gramm beim Zwanzigmarkstück und von 0,001886 Gramm beim Zehnmarkstück. Ohne Berücksichtigung des Umstandes, dass ein Vorrat von Goldmünzen immer in den Kellern der Reichsbank verbleibt — von 1894 bis 1905 betrug dieser Vorrat durchschnittlich 400,4 Mill. Mk. jährlich — berechnet Karl, dass ein Zwanzigmarkstück im Durchschnitt in 15,2, ein Zehnmarkstück in 10,5 Umlaufjahren das Passiergewicht erreicht; unter Berücksichtigung des ständigen Goldmünzenvorrats der Reichsbank kommt er beim Zwanzigmarkstück zu einer rechnungsmässigen Umlaufsdauer von 19<sup>1</sup>/<sub>2</sub> Jahren.



Zugverspätungen gaben in letzter Zeit zu vielfachen Klagen Anlass. Sie kamen auch zur Sprache bei der Beratung des Budgets der Bundesbahnen pro 1907 im Nationalrat. An der Sitzung vom 4. Dezember äusserte sich der Vorsteher des Eisenbahndepartementes nach dem Referat der "N. Z. Z." darüber wie folgt: Was die Zugver-

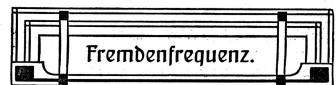
spätungen betrifft, so muss man sich der verschiedenen Ursachen bewusst sein, um die Sachlage richtig zu beurteilen. Die Hauptursache sind die Zuganschlüsse an der Grenze. Auch die immense Mehrbelastung der Bahnen kommt in Betracht, wie das namentlich auch von den deutschen Behörden auf Reklamationen über den Betrieb in Deutschland betont worden ist. Sehr hinderlich für den Dienstbetrieb sind die Supplementzüge. Es ist so dann zu konstatieren, dass die Schnellzüge auf Kosten der parallelgehenden Personenzüge stets überfüllt sind. Trotz den Zuschlagtaxen für die Benutzung der Schnellzüge klagen gerade die deutschen Bahnverwaltungen über die Ueberfüllung dieser Züge. Nach Ansicht des Herrn Secretan rühren die Verspätungen besonders auch von unrichtiger Komposition der Fahrpläne her.

**Eisenbahnbauten.** In der Nationalratsitzung vom 4. Dezember ward bei der Bundesbahnbudgetberatung das langsame Tempo gewisser Bauten bei den Bundesbahnen kritisiert. Dazu bemerkte der Vorsteher des Eisenbahndepartementes laut "N. Z. Z.", dass die Schuld, da zumeist mehr die Orts- und kantonalen Behörden als die Bahnverwaltungen und das Departement trifft. "So liess uns die Regierung von Zürich montieren warten mit einer Antwort in Sachen der linksufrigen Zürichseebahn; in bezug auf den Umbau des Bahnhofes Thun, von dem es hiess, man müsse sich beeilen, gewärtigen wir seit Monaten die Vernehmlassung der Regierung von Bern. Der Ausspruch Seilers, der Kanton Wallis sei im Bahnbetrieb etwas zurückgesetzt, ist nicht ganz richtig. Man kann nicht beliebig Doppelspuren erstellen, sondern muss immer passenden Anschluss haben. Im übrigen ist zu sagen, dass die Simplonlinie auch im Wallis sukzessive nach Möglichkeit auf die Doppelspur ausgebaut wird. Mit Freiburghaus ist der Sprechende der Ansicht, es müsse die Linie Freiburg-Lausanne auf die ganze Strecke doppelspurig gemacht werden. Zur Doppelspur Winterthur-St. Gallen ist zu sagen, dass sie in der Tat dringlich geworden ist. Der Verkehr hat in den letzten Jahren auf dieser Linie gewaltig zugenommen. Die Studien für diese Doppelspur müssen nun zum Abschluss kommen und der Ausbau in Angriff genommen werden."

**Ostalpendurchstich.** Die Handels- und Gewerbekammer für Oberbayern in München hat folgenden Beschluss gefasst: "1. Eine zwischen dem Gotthard und dem Brenner gelegene neue Ueberschneidung der Alpen ist eine im Interesse unseres Handels begrüssenswerte Verkehrserschliessung; dieselbe läge am zweckmässigsten in der Richtung Fern-Orler bzw. Fern-Engadin, deren weitere Verfolgung durch uns jedoch zunächst aus praktischen Gründen aufzugeben ist. 2. Unter diesen Umständen kommt für unsere Interessen die Eröffnung in Frage, welche wegen ihrer betriebstechnischen Vorteile den Vorzug vor der Splügenbahn verdient."

**Berlin-Neapel.** Vom 3. Dezember an verkehren die Expresszüge Berlin-Neapel wieder wöchentlich zweimal. Die Fahrzeit Berlin-Neapel beträgt 37 Stunden 35 Minuten, in der Gegenrichtung 37<sup>1</sup>/<sub>2</sub> Stunden ohne Wagenwechsel. Die Expresszüge Berlin-Neapel werden erst ab 7. Januar 1907 gefahren; ab und bis Verona bilden sie die Fortsetzung der Nord-Süd-Expresszüge.

**Berninabahn.** Laut "Griq." hofft man den Betrieb der Bernina wie folgt eröffnen zu können: Pontresina-Morteratsch im Juli 1907, Poschiavo-Tirano und St. Moritz-Pontresina und vielleicht auch Morteratsch-Hoepf Bernina im Juni 1908, der Rest im Juni 1910. Das Elektrizitätswerk Brusio, das auch für die Berninabahn die Kraft liefern wird, könne nächstens in Betrieb gesetzt werden.



**Davos.** Amtl. Fremdenstatistik. 17. bis 23. Nov. Deutsche 1108, Engländer 833, Schweizer 822, Franzosen 199, Holländer 99, Belgier 35, Russen und Polen 374, Österreicher und Ungarn 129, Portugiesen, Spanier, Italiener, Griechen 121, Dänen, Schweden, Norweger 26, Amerikaner 51, Angehörige anderer Nationalitäten 35. Total 2832.

## Witterung im Oktober 1906.

Bericht der schweizer meteorologischen Centralanstalt.

	Zahl der Tage				
	mit Regen	Schnee	Nebel	helle trübe	mit starkem Wind
Zürich . . .	6	0	13	4	9
Basel . . .	6	0	12	6	8
Neuchâtel .	5	0	16	0	12
Genf . . .	5	0	2	4	12
Montreux .	5	0	0	12	6
Bern . . .	6	0	19	3	7
Luern . . .	7	0	3	7	8
St. Gallen .	7	0	8	8	8
Lugano . .	11	0	0	10	10
Chur . . .	5	0	2	12	6
Davos . . .	7	0	3	12	5
Rigi . . .	6	2	9	10	10

Sonnenscheindauer in Stunden: Zürich 152, Basel 142, Bern 160, Genf 152, Montreux 148, Lugano 148, Davos 175.

## An die tit. Inserenten!

Gesuche um Empfehlung im redaktionellen Teil werden nicht berücksichtigt. — Reklamen unter dem Redaktionsstrich finden keine Aufnahme. — Ein bestimmter Platz wird nur auf längere Dauer und gegen einen Zuschlag von 10 bis 25% reserviert

Messaline-  
u. Radium-

Seide

Gestreifte  
u. karierte

Seide

Louisine-  
u. Taffet-

Seide

Satin Chine-  
u. Ajourée-

Seide

G. Henneberg, Seiden-Fabrikant, Zürich.

Für meinen langjährigen  
**I. Sekretär-Kassier**  
und  
(P1021Z) 1664  
**Buchhalter-Kontrollleur**  
suche entsprechenden  
**Vertrauensposten**  
per 1. April eventuell früher.  
**A. Mislin, Grand Hotel National, Zürich.**

MONTREUX  
EAU  
ALCALINE

En vente dans tous les hôtels de premier ordre.

Direktion

oder sonstigen Vertrauensposten, in erstklassigem Hause mit Sommer- und Winterbetrieb, sucht tüchtiger, bestempfohlener Fachmann, Ende 30er, Eintritt kann sofort erfolgen.  
Offerten unter Chiffre H 449 R befördert die Exp. ds. Bl.

**Knaben-Institut. Handelsschule.**  
Clos-Rousseau, Cressier b. Neuenburg.  
Pensionspreis 1200 Fr. jährlich. (824) — Gegründet 1859.



werden hiemit dringend ersucht, **nicht konvenierende Offerten mög-  
lichst bald** an den Absender zu **retournieren** und zwar **direkt**, nicht  
durch unsere Vermittlung. Die Expedition.